



ARRETE DE VOIRIE
N° 070-2026
Portant règlementation d'occupation du
domaine public



Le Maire de la Commune de CLARENSAC,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales dans ses articles L.2211-1, L.2212-1 et L.2212-2 ;
Vu le Code de la Route dans ses articles R411-8 et R 417-10 ;
Vu le Code Pénal notamment son article R 610-5 ;
Vu l'arrêté en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié ;
Vu l'instruction interministérielle en date du 22 octobre 1963 sur la signalisation routière modifiée ;
Vu la délibération du conseil municipal n° 01/11/2020 du 12 novembre 2020 portant sur les attributions du Conseil Municipal à Monsieur le Maire ; modifiée par délibération du conseil municipal n°01-01-2023 du 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération n°12-07/2025 du 03 juillet 2025 fixant le tarif d'occupation du domaine public ;
Considérant la demande reçue en date du 03 février 2026 par laquelle PHILIP FRERES, domiciliée 2 rue des orgueilleux 34270 SAINT MATHIEU DE TREVIERS, N°SIRET 314752429 sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal afin de réaliser des travaux d'élagage des platanes du N° 2 au N°7 route de Saint Côme du 20 au 30 avril 2026 ;
Considérant qu'il y a lieu pour assurer la sécurité des employés chargés de la réalisation des travaux, et des usagers de la voie, de réglementer la circulation et le stationnement selon les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1 : PHILIP FRERES est autorisé à occuper le domaine public communal afin de réaliser des travaux d'élagage des platanes du N° 2 au N°7 route de Saint Côme 2026 du 20 au 30 avril 2026.

Article 2 : A cette occasion, et aux dates mentionnées dans l'article 1 :
Le stationnement sera interdit sur le chantier.

La circulation sera interdite et la route sera barrée.

La société PHILIP FRERES devra mettre en place une déviation et informer TANGOBUS des dates des secteurs de travaux concernés.

Article 3 : PHILIP FRERES sera responsable de la mise en place de la signalisation nécessaire sur les lieux, en application des dispositions du code de la route et conformément aux instructions ministérielles sur la signalisation routière.

Article 4 : La société PHILIP FRERES est tenue d'afficher le présent arrêté de voirie sur le lieu des travaux. Cet affichage doit demeurer visible de la voie publique pendant la durée totale du chantier.

Article 5 : La société PHILIP FRERES sera chargée de la mise en place de la signalisation réglementaire de jour comme de nuit et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut et insuffisance de cette signalisation. Le chantier sera signalé par des panneaux de type AK5 (travaux), KCI (route barrée), KD22 (déviation).

Article 6 : L'entreprise doit fournir impérativement un numéro de téléphone portable au service de la police municipale avant le début des travaux.

Article 7 : La personne de l'entreprise responsable du chantier, qui pourra être appelée de jour comme de nuit, y compris le week-end, pour remédier à tout incident pouvant survenir du fait des travaux est :

Mr UGO Philip 06.50.31.55.38

Article 8 : Le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

Article 9 : Monsieur le Directeur Général des Services veillera à la bonne exécution du présent arrêté.

Article 10 : La communauté de brigades territoriales de Gendarmerie de Calvisson / Sommières et la Police Municipale de Clarensac sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et affiché.

Article 11 :

Ampliation sera adressée à :

- Au Permissionnaire
- À la Gendarmerie de Calvisson/Sommières
- Monsieur le Responsable des Services Techniques
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale
- A L'UT VAUVERT
- A TANGO BUS

Date et signature du demandeur :

Fait à Clarensac, le 27 mars 2026

Le Maire

Patrick GERVAIS



LE MAIRE

- CERTIFIE sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- INFORME que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente

Notifié le :